



En Bref

Énergie

- Le Ministère des Nouvelles Énergies et des Énergies Renouvelables (MNRE) a dévoilé les conditions pour bénéficier des mesures de soutien pour la production d'hydrogène vert (1,4 Md EUR) et d'électrolyseurs (près de 500 M EUR).
- La Commission parlementaire sur l'énergie recommande au gouvernement de moderniser les installations éoliennes existantes, une mise en œuvre plus rigoureuse des obligations d'achat d'électricité renouvelable et de développer l'éolien en mer dans le Gujarat et le Tamil Nadu.
- Le Ministre de l'Énergie, M. RK Singh, rappelle que l'Inde n'a pas de stratégie pour une sortie des centrales à charbon et qu'aucune fermeture de centrale n'est envisagée avant 2030.

Transport

- Le gouvernement indien envisage de tripler le budget pour le troisième programme de soutien à l'électrification des véhicules (FAME III), avec un accent mis sur les infrastructures de recharge.
- Le Premier ministre Narendra Modi a posé la première pierre de la rénovation de 508 gares ferroviaires à travers l'Inde.
- Le Ministère du Rail envisage un plan d'investissement de 58 Mds EUR d'ici 2031 pour la création de corridors de transport de fret spécialisés visant à améliorer la desserte ferroviaire des cimenteries, des mines et des lieux d'utilisation de ces matières premières.

Ville

- Chennai Metro Rail Limited (CMRL) lance un appel d'offres pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'extension du métro de Bangalore au-delà de l'Etat du Karnataka, jusqu'à la ville de Hosur au Tamil Nadu.

Environnement

- L'Inde amende la loi sur l'exploitation minière des fonds marins, introduisant des enchères transparentes pour l'attribution des droits d'exploration et d'exploitation minière afin d'attirer des investisseurs et de valoriser son potentiel minier.
- Un nouveau rapport met en avant l'impact de la baisse du niveau des nappes phréatiques pour de nombreuses exploitations agricoles qui dépendent massivement des eaux souterraines pour l'irrigation. Le problème est amplifié par les politiques publiques qui favorisent les cultures intensives en eau.
- L'Inde adopte un projet de loi modifiant la loi sur la Conservation des Forêts pour clarifier les zones protégées, faciliter les projets d'afforestation et augmenter le rendement des forêts indiennes. De nombreux opposants ont pointé les impacts négatifs du texte pour les forêts du Nord-Est qui constituent l'un des hotspots de biodiversité.

Numérique

- 6 ans après que la Cour suprême de l'Inde a déclaré le droit à la vie privée comme un droit fondamental, l'Inde adopte enfin le projet de loi sur la protection des données personnelles le 9 août 2023.
 - Peu après l'annonce du régime d'incitation lié à la production 2.0 pour le matériel informatique, le gouvernement indien restreint les importations d'ordinateurs portables, de serveurs et d'autres appareils électroniques grand public.
- 

Énergie

Le Ministère des Nouvelles Énergies et des Énergies Renouvelables (MNRE) a dévoilé les conditions pour bénéficier des mesures de soutien pour la production d'hydrogène vert (1,4 Md EUR) et d'électrolyseurs (près de 500 M EUR).

Le 28 juin dernier, le MNRE a dévoilé les lignes directrices des mesures de soutien à la production d'hydrogène vert (1,4 Md EUR de budget sur 5 ans) et à la fabrication d'électrolyseurs (près de 500 M EUR) dans le cadre du Programme d'Interventions Stratégiques pour la Transition vers l'Hydrogène Vert (SIGHT). Les appels d'offre seront lancés pour les deux dispositifs par la SECI (*Solar Energy Corporation of India*).

Pour le soutien à la fabrication d'électrolyseurs, le gouvernement a opté pour des incitations sur les ventes additionnelles en fonction de la part locale de la production, de la performance des électrolyseurs. Les entreprises pourront bénéficier au maximum d'incitations à hauteur de 48 EUR/kW la première année, ce qui correspond environ à 5% du coût final d'un électrolyseur alcalin. Les incitations seront décroissantes sur cinq années.

Pour la production d'hydrogène vert, deux modes sont identifiés. Dans le premier cas, les entreprises font une demande de subvention sur trois années avec un plafond maximal par an décroissant pour une capacité de production donnée. Les capacités sont attribuées aux demandes de subvention cummulées sur trois ans les plus faibles. Dans le second cas, la Société de l'Énergie Solaire de l'Inde (SECI) agrège la demande et lance des appels d'offres pour l'achat d'hydrogène vert où elle définit les conditions d'une enchère concurrentielle basée sur le coût.

La SECI a lancé dans la foulée les premiers appels d'offre pour les deux mesures de soutien. Un appel d'offre porte pour la production de 450 000 tonnes d'hydrogène vert, dont 40 000 devront être produit à partir d'une technologie utilisant de la biomasse. L'autre appel d'offre concerne la production d'électrolyseurs pour une puissance totale de 1,5 GW.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#),
[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

La Commission parlementaire sur l'énergie recommande au gouvernement de moderniser les installations éoliennes existantes, une mise en œuvre plus rigoureuse des obligations d'achat d'électricité renouvelable et de développer l'éolien en mer dans le Gujarat et le Tamil Nadu.

La Commission parlementaire sur l'énergie a appelé le MNRE à accélérer l'approbation et la mise en œuvre de la politique révisée sur la modernisation des anciennes éoliennes. La plupart des sites éoliens terrestres ayant déjà été exploités, leur modernisation est essentielle pour accroître la capacité installée. Cette politique vise à maximiser le rendement énergétique par unité de surface et à utiliser des technologies d'éoliennes terrestres de pointe. Le MNRE évoque en particulier la modernisation des éoliennes de moins de 2 MW de capacité, qui permettrait d'atteindre une capacité totale installée pour ces petites éoliennes de plus de 25 GW.

En parallèle, le MNRE a élaboré une "Stratégie pour le développement de l'éolien offshore", comprenant une trajectoire d'appels d'offre pour une capacité de 37 GW d'énergie éolienne offshore d'ici 2030. Des subventions à hauteur d'1,7 Md EUR seraient d'ores et déjà envisagées par les premiers appels d'offre (3 GW). La Commission a souligné le potentiel énergétique inexploité au large des côtes du Gujarat et du Tamil Nadu, et a recommandé l'évaluation minutieuse de l'impact environnemental, le financement du déficit de viabilité (VGF) et le développement de l'infrastructure de transmission associée à l'évacuation de l'électricité.

Le ministère a également été exhorté à promouvoir la conformité aux objectifs d'achat d'énergie renouvelable (RPO) en coopérant avec les commissions réglementaires des États pour appliquer les pénalités en cas de non-respect des obligations RPO.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

Le Ministère de l'Énergie, M. RK Singh, rappelle que l'Inde n'a pas de stratégie pour une sortie des centrales à charbon et qu'aucune fermeture de centrale n'est envisagée avant 2030.

Le Ministère de l'Énergie, M. RK Singh, a rappelé que le gouvernement indien n'a pas formulé de plans pour décommissionner progressivement ses anciennes centrales électriques au charbon. Les opérateurs de centrales thermiques ont été encouragés à moderniser et prolonger la durée de vie de leurs unités thermiques

jusqu'en 2030 pour faciliter l'intégration sur le réseau de l'énergie intermittente éolienne et solaire. Compte tenu de la demande attendue en énergie et de la disponibilité future de capacité, M. Singh a souligné qu'aucune fermeture des centrales électriques au charbon ne serait envisagée avant 2030. Bien que l'Inde poursuive un programme ambitieux de transition énergétique avec l'objectif d'avoir 50% de capacités installées de production d'électricité de sources non-fossiles d'ici 2030, les centrales au charbon resteront opérationnelles jusqu'à cette date.

[En savoir plus](#)

Transport

Le gouvernement indien envisage de tripler le budget pour le troisième programme de soutien à l'électrification des véhicules (FAME III), avec un accent mis sur les infrastructures de recharge.

Le gouvernement central envisage de tripler le budget pour la troisième édition du programme "Faster Adoption and Manufacturing of (Hybrid and) Electric Vehicles in India" (FAME). L'allocation pour le programme FAME III pourrait passer à environ 3,2 Mds EUR, contre 1 Md EUR alloués au programme FAME II actuel, avec un accent significatif sur l'infrastructure de recharge. Le programme FAME II actuel se termine en mars 2024 et a été ciblé sur l'électrification des transports publics et des véhicules professionnels via des aides à l'achat de véhicules électriques, au moins partiellement fabriqués en Inde. Le gouvernement prépare une note conceptuelle pour le FAME III, qui sera partagée avec les parties prenantes avant d'être finalisée et soumise à l'approbation du cabinet. Cette annonce intervient alors que le gouvernement et plusieurs fabricants de deux-roues électriques sont en conflit au sujet du prétendu mauvais usage des incitations du programme FAME II par les fabricants de véhicules électriques (50 M EUR de subventions seraient concernées), les aides étant conditionnées au respect d'une part locale de fabrication et de plafond de prix.

[En savoir plus](#)

Le Premier ministre Narendra Modi a posé la première pierre de la rénovation de 508 gares ferroviaires à travers l'Inde.

Le 6 août, le Premier ministre Narendra Modi a posé la première pierre de la rénovation de 508 gares ferroviaires situées dans 27 Etats et territoires indiens. Cette

modernisation vise à améliorer les aménités offertes aux voyageurs et à développer les gares indiennes comme des pôles multimodaux, intégrés au tissu urbain.

Il s'agit de la première phase du programme *Amrit Bharat Station* doté d'un budget de 2,68 Mds EUR et portant sur la modernisation de 1309 gares.

[En savoir plus](#)

Le Ministère du Rail envisage un plan d'investissement de 58 Mds EUR d'ici 2031 pour l'amélioration de la desserte ferroviaire des cimenteries, des mines et des lieux d'utilisation de ces matières premières.

Dans le cadre du plan national *PM Gati Shakti* pour l'amélioration des infrastructures intermodales et de la logistique, le Ministère du Rail prévoit un ambitieux plan d'investissement de 58 Mds EUR sur les exercices 2024-2031. Ce plan vise à améliorer la desserte ferroviaire des cimenteries, mines et lieux d'utilisation de ces matières premières par la création de corridors de transport spécialisés.

Ce plan a vocation à réduire la congestion du réseau ferroviaire existant par des projets de modernisation des infrastructures, de doublement des voies existantes et de création de nouvelles voies permettant ainsi d'améliorer la part modale du fret ferroviaire de 27 % à 45 % d'ici 2030.

[En savoir plus](#)

Ville

Chennai Metro Rail Limited (CMRL) lance un appel d'offres pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'extension du métro de Bangalore au-delà des frontières de l'Etat du Karnataka, jusqu'à la ville de Hosur au Tamil Nadu.

Le 1er août, la CMRL a lancé un appel d'offres pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'extension du métro de Bangalore entre Bommasandra (près d'*Electronics City*), dans le sud de Bangalore, et la ville de Hosur dans l'Etat voisin du Tamil Nadu. L'étude examinera différentes solutions de transport massifié (y compris des solutions moins capacitaires de type *Metro Lite* et *Metro Neo*), les prévisions de trafic, le tracé, la localisation des stations et les coûts de construction. Si l'Etat du Tamil Nadu finance l'étude de faisabilité, la clé de répartition des coûts de construction entre les deux Etats reste à préciser.

Le système de transport proposé se déploie sur un corridor de 20,5 km, dont 11,7 km au Karnataka et 8,8 km au Tamil Nadu. Hosur est un centre industriel qui compte

de nombreuses grandes entreprises multinationales et plus de 2 000 PME. Plusieurs milliers de personnes font quotidiennement la navette entre les deux États du sud en utilisant principalement des lignes de bus saturées. Certains experts estiment cependant que le développement d'un réseau de trains de banlieues serait économiquement préférable à une extension du métro urbain.

[En savoir plus](#)

Environnement

L'Inde amende la loi sur l'exploitation minière des fonds marins, introduisant des enchères transparentes pour l'attribution des droits d'exploration et d'exploitation minière afin d'attirer les investisseurs et de valoriser son potentiel minier.

Le Parlement indien a adopté un projet de loi qui amende la réglementation pour le développement de l'exploitation minière des fonds marins, marquant un changement significatif dans le secteur minier du pays. Le projet de loi introduit des enchères transparentes pour l'attribution des droits d'exploration et d'exploitation minière en mer, visant à éliminer la discrimination et à attirer les investisseurs, notamment du secteur privé. Cette initiative permettra à l'Inde de se positionner sur l'exploitation minière en mer, sa zone économique exclusive s'étendant sur 2 millions de km², en lien avec la volonté du pays de développer le secteur de l'économie bleue. Le projet de loi établit deux types de droits d'exploitation - le bail de production et la licence composite - à travers des enchères pour le secteur privé. Le secteur public aura le monopole sur certaines zones spécifiques et sur les minéraux radioactifs. Un Fonds pour les Minéraux en Mer, financé par les taxes sur la production de minerais, sera créé afin de soutenir le financement de l'exploration, l'atténuation des impacts de l'activité minière sur l'environnement et de soutenir les populations côtières.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

Un nouveau rapport met en avant l'impact de la baisse du niveau des nappes phréatiques pour de nombreuses exploitations agricoles qui dépendent massivement des eaux souterraines pour l'irrigation. Le problème est amplifié par les politiques publiques qui favorisent les cultures intensives en eau.

Le nouveau think-tank *Water, Environment, Land and Livelihoods* a publié un rapport sur la surexploitation des nappes phréatiques en Inde, particulièrement

préoccupante pour le secteur agricole, qui est le plus grand consommateur. Les trois quarts des agriculteurs irrigant leurs exploitations dépendent des eaux souterraines et bénéficient souvent d'un tarif d'électricité subventionné pour le fonctionnement de leurs pompes d'irrigation. Les politiques favorisant les cultures céréalières intensives en eau dans différents États ont largement contribué à l'expansion de l'irrigation, qui s'est traduite par une hausse des revenus des agriculteurs.

Pour promouvoir une agriculture plus durable, le rapport préconise des changements tels que l'introduction de prix minimum garantis pour les cultures moins intensives en eau et la suppression des subventions à l'électricité, afin de favoriser l'adoption de l'irrigation solaire. À noter que dans certains États indiens, les agriculteurs ayant investi dans des pompes solaires se retrouvent aujourd'hui démunis face à la baisse du niveau des nappes rendant leurs pompes de trop faible puissance inopérantes.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde adopte un projet de loi modifiant la loi sur la Conservation des Forêts pour clarifier les zones protégées, faciliter les projets d'afforestation et augmenter le rendement des forêts indiennes. De nombreux opposants ont pointé les impacts négatifs du texte pour les forêts du Nord-Est qui constituent l'un des hotspots de biodiversité.

Le Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement Climatique a proposé un amendement à la loi sur la Conservation des Forêts qui a été adopté début août. L'objectif du MoEFCC est de (i) clarifier les zones protégées par le corpus législatif existant pour sécuriser juridiquement les projets; (ii) faciliter les projets d'afforestation nécessaires pour atteindre les objectifs de la Contribution Déterminée au Niveau National de l'Inde pour la mitigation du changement climatique qui prévoit la création de puits de carbone additionnels de 2,5 à 3 milliards de TeqCO₂; (iii) d'améliorer le rendement des forêts; (iv) et de simplifier les procédures pour les projets d'intérêt national dans les zones frontalières.

De nombreuses voix ont pointé les risques de cet amendement, en particulier pour les États du Nord-Est dont le couvert forestier, remarquable dans sa superficie et dans sa densité, est majoritairement non-recensé formellement et perdra en conséquence son statut protégé. Par ailleurs, l'exemption d'autorisation pour les projets linéaires d'intérêt national dans les zones situées à moins de 100 km des frontières, concerne un territoire géographique conséquent des États du Nord-Est.

Pour les opposants au texte qui rassemblent notamment des scientifiques, des écologistes, des représentants des communautés tribales et d'anciens fonctionnaires, cette

nouvelle loi favorise l'afforestation et les plantations commerciales comme l'huile de palme, au détriment des forêts denses et riches en biodiversité existantes.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

Numérique

6 ans après que la Cour suprême de l'Inde a déclaré le droit à la vie privée comme un droit fondamental, l'Inde adopte enfin le projet de loi sur la protection des données personnelles le 9 août 2023.

En 2017, la Cour suprême de l'Inde a rendu un arrêt historique, reconnaissant le droit à la vie privée comme un droit fondamental. Nommé le jugement Puttaswamy, il a déclenché un processus de 6 ans visant à créer une loi sur la protection des données pour l'Inde. La première version du projet de loi a été rejetée en 2019 parce qu'elle avait subi trop de modifications, et la version finale, beaucoup plus simplifiée, appelée Digital Personal Data Protection Bill, a finalement été adoptée par les deux chambres du parlement indien le 9 août 2023. Ce projet de loi sera promulgué une fois approuvé par la Présidente de l'Inde. Le projet de loi donne aux citoyens le droit d'accéder à leurs données personnelles, de les corriger, de les effacer et de pouvoir désigner une personne en cas de décès pour garantir la protection de leurs données personnelles. Il autorise les entreprises à transférer des données à l'étranger, pour une liste de pays autorisés à définir, et impose des sanctions pouvant aller jusqu'à 30 millions de dollars américains en cas de violation ou de non-respect de la loi.

Les activistes et les critiques s'inquiètent du fait que le projet de loi accorde trop de pouvoir au gouvernement pour obtenir et bloquer des informations, tout en s'exemptant lui-même et d'autres agences d'État de la loi. Ils craignent également que le projet de loi n'affaiblisse la loi de 2005 sur le droit à l'information, qui permet aux citoyens de demander des informations sur les fonctionnaires.

[En savoir plus](#)

Peu après l'annonce du régime d'incitation lié à la production 2.0 pour le matériel informatique, le gouvernement indien restreint les importations d'ordinateurs portables, de serveurs et d'autres appareils électroniques grand public.

Le 3 août 2023, l'Inde a annoncé des restrictions à l'importation d'ordinateurs portables, de tablettes, de serveurs et d'autres appareils électroniques grand public. Ces restrictions entreront en vigueur à partir de novembre 2023 et des licences valides seront nécessaires pour importer ces produits. Des entreprises telles que Dell, qui dispose déjà d'un site de production en Inde, et d'autres grands fabricants comme Apple et Samsung ont déjà procédé à des changements pour se conformer aux restrictions.

Cette annonce intervient peu après le lancement d'un programme de 2 Mds USD visant à promouvoir la fabrication locale des appareils électroniques visés par ces restrictions d'importation. Le programme de promotion de la fabrication est une version révisée d'un programme plus ancien dans le cadre duquel le gouvernement avait initialement proposé d'accorder des incitations à hauteur de 892 M USD. Ce n'est pas la première fois que l'Inde annonce des restrictions à l'importation. Une annonce similaire a été faite pour restreindre les importations de téléviseurs intelligents en 2020, ce qui a stimulé la fabrication locale selon les analystes.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Delhi
110021, INDIA
Rédacteurs : Logan PASBEAU, Feli VISCO, Marie KHATER, Marion VELUT
Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asiе-du-sud>